

Rapport Financier semestriel

Juin

20
13

30 août 2013

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2013

Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité

SOMMAIRE

Chapitre 1 - Personne responsable

Personne qui assume la responsabilité du Rapport financier semestriel
Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

Chapitre 2 - Les comptes semestriels

Rapport semestriel d'activité

Chapitre 3 - Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels résumés

Comptes consolidés « résumés »

Chapitre 4 - Documents accessibles au public

Documents accessibles au public
Contacts

Personne qui assume la responsabilité du rapport financier semestriel

Pierre-Yves DREAN, Président du Directoire

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Pierre-Yves DREAN
Paris, le 30 Août 2013

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE - JUIN 2013

1 - Faits marquants de la période

Le principal fait marquant survenu au cours du premier semestre 2013 impactant les comptes consolidés au 30 juin 2013 est une hausse sensible du coût du risque due à une dépréciation significative de 18,0 millions d'euros sur un dossier spécifique.

2 - Evénements postérieurs à la clôture

Il n'est survenu depuis le 30 juin 2013 et jusqu'au 30 août 2013, date d'examen des comptes par le Conseil de Surveillance, aucun événement susceptible d'avoir une incidence notable sur la situation financière ou sur le résultat de Banque Palatine.

3 - Activités et résultats du premier semestre 2013

Environnement

Au premier semestre, l'activité économique mondiale a continué de ralentir. Ce ralentissement a été plus marqué dans les économies émergentes où l'impact de la baisse des exportations a été fortement ressenti. Ainsi, la croissance économique chinoise est passée de +1,9 % à +1,6 % au premier trimestre.

Les économies avancées, quant à elles, ont rebondi de 0% à 0,4 % avec de fortes disparités entre les régions. En effet, les économies américaine et japonaise ont accéléré durant ce premier trimestre alors que l'économie européenne a encore freiné, pénalisée notamment par la baisse des exportations allemandes, le recul des économies espagnole et italienne et la morosité, surtout sur la demande, en France.

Ainsi, l'activité économique en France a freiné au premier trimestre (PIB en recul de -0,2 %), essentiellement impactée par la baisse des exportations vers le reste de l'Europe. Dans ce contexte, les investissements des entreprises et des ménages ont reculé de -0,7 % à -0,8 % et de -0,8 % à -1,3 % respectivement. Le taux de chômage a, quant à lui, encore augmenté pour atteindre 10,8 % au premier trimestre.

Le second trimestre a été marqué par une reprise relative de l'activité industrielle et les enquêtes économiques laissent présager d'un début de retournement. Néanmoins, la BCE et la Réserve Fédérale devraient continuer leur politique budgétaire accommodante. Le taux de la BCE devrait rester stable à 0,5 %.

Activité commerciale

Au premier semestre 2013, dans un contexte marqué par la persistance de la crise économique en Europe, Banque Palatine a poursuivi le développement de son activité commerciale sur ses deux principaux marchés : la clientèle des entreprises de

taille intermédiaire et la clientèle patrimoniale, en synergie avec son réseau d'agences et ses métiers d'expertise.

La conquête sur les clients cœur de cible s'est poursuivie à un rythme soutenu avec 151 nouvelles entrées en relation entreprises et 309 nouveaux clients patrimoniaux, en avance par rapport aux objectifs.

Banque Palatine continue, sur les six premiers mois de l'année, d'apporter son soutien au financement de l'économie avec, notamment, le lancement en avril, de son offre de préfinancement du CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) destinée à sa clientèle d'entreprises. Au 30 juin 2013, les encours de crédits distribués aux entreprises et aux particuliers s'élèvent à 6,611 milliards d'euros en croissance de 1,3 % par rapport à l'encours de début d'année.

La Banque a également conforté sa position de collecte de ressources bilancielle, son encours progresse de 12,2 % comparé au 31 décembre 2012 pour s'établir à 10,420 milliards d'euros au 30 juin 2013.

La gestion d'actifs – Palatine Asset Management

Les encours de Palatine Asset Management s'élèvent au 30 juin 2013 à 3,5 milliards d'euros, à comparer aux 3,4 milliards d'euros de début d'année.

La société a bien profité de la meilleure tenue des marchés actions sur la période, mais souffre des taux court terme excessivement bas ayant un impact défavorable sur les encours et les frais de gestion des OPCVM Monétaires.

Il faut souligner que la gestion active pratiquée par la société de gestion, la collecte positive et la bonne maîtrise des charges ont contribué à une bonne tenue du résultat semestriel.

Le résultat net s'élève en effet à 4,1 millions d'euros, supérieur de 0,4 million d'euros par rapport à celui du 30 juin 2012, et en avance par rapport au budget.

Activités et résultats des autres filiales

Ariès Assurances (consolidée par intégration globale) : le résultat net s'élève à 166 milliers d'euros au 30 juin 2013 contre 78 milliers d'euros au 30 juin 2012.

Conservateur Finance (consolidée par mise en équivalence) : la quote-part de résultat net s'élève à 144 milliers d'euros au 30 juin 2013 contre 224 milliers d'euros au 30 juin 2012.

Résultats financiers consolidés

Le résultat net consolidé IFRS au 30 juin 2013 s'élève à 16,0 M€ contre 26,6 M€ en juin 2012, la hausse du coût du risque étant supérieure à la croissance du résultat brut d'exploitation.

Le PNB du premier semestre 2013 atteint 151,6 M€, en progression de +7 %, soit +9,4 M€ par rapport au 30 juin 2012. Cette hausse est essentiellement expliquée par l'évolution favorable de la MNI (+12 % ; +11,8 M€) grâce à la maîtrise du coût de la ressource clientèle, à l'effet report de la forte production de crédits de 2012 et à la croissance des intérêts assimilés entre les deux périodes.

Les commissions nettes s'élevaient à 40,3 M€ contre 41,1 M€ au 30 juin 2012, soit une baisse de -2 % : les reculs constatés sur Palatine Asset Management (-0,6 M€) et la Banque (-0,3 M€) n'étant pas compensés par la hausse observée sur Ariès Assurances (0,1 M€).

Les produits et charges des autres activités affichent une baisse de -2,1 M€ (passant de +1,7 M€ à -0,4 M€), les comptes du premier semestre 2012 incluant le remboursement de l'amende sur les commissions EIC pour +1,5 M€.

Le total des charges d'exploitation atteint -87,2 M€, en recul de 2,1 M€ (-2 %) par rapport au premier semestre 2012, reflétant la maîtrise des coûts tant sur la Banque que sur Palatine Asset Management.

Le RBE au 30 juin 2013 s'établit donc à 64,4 M€, en progression de 11,5 M€ (+22 %) par rapport à celui du 30 juin 2012. Le coefficient d'exploitation consolidé se situe à 57,5 %, en amélioration de 5,3 points par rapport au 30 juin 2012.

Le coût du risque du premier semestre 2013 atteint -40,3 M€, en hausse de -27,1 M€ contre le premier semestre 2012. Les dotations nettes à fin juin 2013 incluent un montant de -18 M€ sur un dossier spécifique.

Au 30 juin 2013, la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence s'élève à 0,1 M€, générée en totalité par Conservateur Finance. A fin juin 2012, cette ligne atteignait 0,8 M€, dont 0,6 M€ sur Banque Michel Inschupé, société cédée sur le second semestre 2012, et 0,2 M€ sur Conservateur Finance.

Les ratios financiers Tier One et de liquidité demeurent à des niveaux élevés avec respectivement 9,6 % et 111,1 %.

Bilan consolidé

Le bilan consolidé de la Banque atteint 13 610,0 M€ au 30 juin 2013, une progression de +303,8 M€ par rapport au 31 décembre 2012.

A l'actif, la hausse des prêts et créances sur établissements de crédits (+874,6 M€) est partiellement contrebalancée par le recul du poste Caisse, Banques Centrales et CCP (-404,5 M€). Les prêts et créances sur la clientèle reculent de -18,2 M€.

Au passif, les dettes envers la clientèle progressent de 898,1 M€, traduisant notamment la collecte réalisée sur les dépôts à vue, tandis que les dettes envers les établissements de crédit affichent une baisse de -722,6 M€. Les dettes représentées par un titre sont en hausse de 97,7 M€, atteignant 2 882,3 M€. Les capitaux propres (part du groupe) s'élèvent à 768,1 M€.

4 - Gestion des risques

Risque de taux et de liquidité

Les risques de taux et de liquidité sont gérés dans le cadre de la gestion actif/passif de la Banque dont les objectifs sont de protéger le bilan de la Banque et les marges commerciales en assurant la régularité des résultats par une maîtrise et une couverture adaptée de ces risques.

Un Comité de Gestion de Bilan assure trimestriellement cette gestion, étant entendu que la liquidité est en outre suivie quotidiennement et mensuellement par des indicateurs internes et réglementaires soumis à limites.

Ces risques sont mesurés :

- selon une approche statique, s'entendant jusqu'à l'extinction des opérations de bilan et de hors-bilan à la date d'analyse
- selon une approche dynamique intégrant des prévisions d'activités sur l'exercice en cours et les deux suivants.

Risque de crédit

Banque Palatine n'a pas d'engagements sur des pays figurant dans la liste des pays à risque définie par BPCE.

Dans un contexte économique difficile, l'augmentation du coût du risque est principalement liée à un important dossier de Place. Le taux de douteux sur engagements bilan et hors-bilan de la Banque Commerciale ressort ainsi à 5,4 % contre 4,4% en 2012.

5 - Perspectives du second semestre 2013

Dans un contexte économique Français difficile se traduisant par de mauvais indicateurs au 30 juin 2013, un PIB à -0,4% et un taux de chômage à 10,8%, les anticipations commerciales en matière de distribution de crédits pour la Banque Palatine seront prudentes.

Les résultats financiers 2013 s'inscriront dans le prolongement du premier semestre pour matérialiser une amélioration de la rentabilité d'exploitation exprimée au travers du Coefficient d'exploitation. Cette performance permettra de bien absorber l'élévation du coût du risque due à l'impact d'un dossier significatif et aux difficultés de quelques entreprises de taille moyenne.



KPMG AUDIT FS I
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
France



63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Banque Palatine S.A.

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle 2013**

Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013
Banque Palatine S.A.
42, rue d'Anjou - 75008 Paris
Ce rapport contient 33 pages
Référence : MCJ-133-04



KPMG AUDIT FS I
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
France



63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Banque Palatine S.A.

Siège social : 42, rue d'Anjou - 75008 Paris
Capital social : €.538 802 680

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Banque Palatine S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note n°2.2 « référentiel » des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations appliquées à compter du 1^{er} janvier 2013.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 30 août 2013

KPMG Audit FS I



Marie-Christine Jolys
Associée

PricewaterhouseCoopers Audit



Lionel Lepetit
Associé



Anik Chaumartin
Associée

1^{ER} SEMESTRE 2013

**COMPTES CONSOLIDES RESUMES
IFRS
DU GROUPE PALATINE
AU 30 JUIN 2013**

I. BILAN CONSOLIDE

ACTIF

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012
Caisse, banques centrales		51,1	455,6
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.1	40,0	51,4
Instruments dérivés de couverture	4.2	15,8	19,4
Actifs financiers disponibles à la vente	4.3	495,8	584,5
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4.7.1	5 618,9	4 744,4
Prêts et créances sur la clientèle	4.7.2	7 004,9	7 023,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4.5	130,5	132,4
Actifs d'impôts courants		2,8	6,0
Actifs d'impôts différés		19,9	21,2
Comptes de régularisation et actifs divers		175,6	211,9
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4.8	4,4	4,6
Immobilisations corporelles		25,6	26,6
Immobilisations incorporelles		20,6	21,0
Ecarts d'acquisition	4.9	4,1	4,1
Total de l'actif		13 610,0	13 306,2

PASSIF

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.2	36,1	47,7
Instruments dérivés de couverture	4.2	60,1	83,6
Dettes envers les établissements de crédit	4.10.1	1 825,4	2 548,0
Dettes envers la clientèle	4.10.2	7 768,0	6 869,9
Dettes représentées par un titre	4.11	2 882,3	2 784,7
Passifs d'impôts différés		2,8	3,4
Comptes de régularisation et passifs divers		181,4	113,6
Provisions	4.12	45,6	42,8
Dettes subordonnées	4.13	40,2	40,5
Capitaux propres		768,1	772,0
Capitaux propres part du groupe		768,1	772,0
Capital et primes liées		595,5	595,5
Réserves consolidées		154,0	134,1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2,6	2,3
Résultat de la période		16,0	40,1
Intérêts minoritaires		0,0	0,0
Total du passif		13 610,0	13 306,2

Les informations 2012 n'ont pas été retraitées de l'impact de la norme IAS 19R. Les effets de cette norme sont expliqués en note 2.3.

II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Intérêts et produits assimilés	5.1	177,2	199,2
Intérêts et charges assimilées	5.1	-70,0	-103,8
Commissions (produits)	5.2	47,5	47,1
Commissions (charges)	5.2	-7,2	-6,0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	4,0	2,3
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	5.4	0,5	1,6
Produits des autres activités	5.5	0,4	2,5
Charges des autres activités	5.5	-0,8	-0,8
Produit net bancaire		151,6	142,2
Charges générales d'exploitation	5.6	-82,1	-84,0
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-5,1	-5,3
Résultat brut d'exploitation		64,4	52,9
Coût du risque	5.7.1	-40,3	-13,3
Résultat d'exploitation		24,1	39,6
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5.8	0,1	0,8
Résultat avant impôts		24,2	40,4
Impôts sur le résultat	5.9	-8,2	-13,8
Résultat net		16,0	26,6
Résultat net part du groupe		16,0	26,6
Intérêts minoritaires		0,0	0,0

III. RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultat net		16,0	26,6
Ecart de conversion		0,0	-0,1
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-0,2	-17,1
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		-0,2	-17,1
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		0,5	-1,8
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		0,5	-1,8
Effet d'impôts		0,0	6,7
Eléments recyclables en résultat		0,3	-12,3
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)		0,3	-12,3
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		16,3	14,3
Part du groupe		16,3	14,3
Intérêts minoritaires		0,0	0,0

Les informations 2012 n'ont pas été retraitées de l'impact de la norme IAS 19R. Les effets de cette norme sont expliqués en note 2.3.

IV. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	Capital et primes liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total capitaux propres part des minoritaires consolidés		
	Capital	Primes	Réserves	Titres super subordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées	Variation de juste valeur des instruments financiers disponibles à la vente		Ecart de réévaluation sur passif social		Résultat net part groupe	
						Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres au 1er janvier 2012	538,8	56,7	114,1	80,0	-42,0	-0,1	12,5	-0,5	0,0	0,0	759,5
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Distribution					-0,6						-0,6
				-18,3							-18,3
Sous-total	0,0	0,0		-18,3	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-18,9
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres											
Variations de valeurs des instruments financiers affectant les capitaux propres					0,0	0,0	-11,1	-1,2	0,0	0,0	-12,3
Sous-total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-11,1	-1,2	0,0	0,0	-12,3
Autres variations											
Résultat											
Capitaux propres au 30 juin 2012	538,8	56,7	95,8	80,0	-42,6	-0,1	1,4	-1,7	0,0	26,6	754,9
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Composante capitaux propres des instruments hybrides					-0,3						-0,3
Sous-total	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres											
Variations de valeurs des instruments financiers affectant les capitaux propres							2,7	1,6			4,3
Variations de valeurs des instruments financiers rapportées au résultat							-1,6				-1,6
Sous-total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	1,6	0,0	0,0	2,7
Autres variations											
Résultat											
Autres variations											
Capitaux propres au 31 décembre 2012	538,8	56,7	95,8	80,0	-41,7	-0,1	2,5	-0,1	0,0	13,5	747,7
Affectation du résultat de l'exercice 2012											
Instruments liés et dérivés de l'introuvable comptable IAS 19K sur les passifs			46,0		-5,9						0,0
Capitaux propres au 1er janvier 2013	538,8	56,7	141,8	80,0	-47,6	-0,1	2,5	-0,1	0,1	0,1	772,1
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Composante capitaux propres des instruments hybrides					-0,3						-0,3
Distribution				-19,9							-19,9
Sous-total	0,0	0,0		-19,9	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-20,2
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres											
Variations de valeurs des instruments financiers affectant les capitaux propres					0,0	0,0	-0,1	0,3	0,0	0,0	0,2
Sous-total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,3	0,0	0,0	0,2
Autres variations											
Résultat											
Capitaux propres au 30 juin 2013	538,8	56,7	121,9	80,0	-47,9	-0,1	2,4	0,2	0,0	16,0	768,1

V. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultat avant impôts	24,2	40,4
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5,1	5,3
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	31,8	2,6
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0,2	-0,1
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-2,7	-2,6
Produits/charges des activités de financement	0,4	0,5
Autres mouvements	46,1	-20,9
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	80,9	-15,2
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 259,1	-1 017,6
Flux liés aux opérations avec la clientèle	951,0	395,1
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	178,1	387,3
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	-50,0	-102,4
Impôts versés	-4,1	-21,9
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-184,1	-359,5
Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-79,0	-334,3
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	8,1	3,8
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-3,8	-4,6
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	4,3	-0,8
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-19,9	-18,3
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-0,7	-0,8
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-20,6	-19,1
Effet de la variation des taux de change (D)	0,0	0,0
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	-95,3	-354,2
Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)	455,5	56,9
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue avec les établissements de crédit	-188,0	568,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	267,5	625,5
Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)	51,1	47,0
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue avec les établissements de crédit	121,1	224,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	172,2	271,3
Variation de la trésorerie nette	-95,3	-354,2

VI. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU GROUPE PALATINE

NOTE 1 – CADRE GENERAL	8
1.1 LE GROUPE BPCE ET LA BANQUE PALATINE	8
1.2 MÉCANISME DE GARANTIE	10
1.3 FAITS CARACTÉRISTIQUES	10
1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	11
NOTE 2 – NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE	12
2.1 CADRE RÉGLEMENTAIRE	12
2.2 RÉFÉRENTIEL	12
2.3 PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IAS19 RÉVISÉE	13
2.4 RECOURS À DES ESTIMATIONS	15
2.5 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DATE DE CLÔTURE	16
NOTE 3 – INFORMATIONS SECTORIELLES	18
NOTE 4 – NOTES RELATIVES AU BILAN	18
4.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	19
4.1.1 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	19
4.1.2 PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	19
4.1.3 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION	19
4.2 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	19
4.3 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	19
4.4 HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	20
4.4.1 ANALYSE DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	20
4.4.2 ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS CLASSÉS EN NIVEAU 3 DE LA HIÉRARCHIE DE JUSTE VALEUR	20
4.4.3 ANALYSE DES TRANSFERTS ENTRE NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE JUSTE VALEUR	20
4.5 ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE	20
4.6 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS	21
4.7 PRÊTS ET CRÉANCES	21
4.7.1 PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	21
4.7.2 PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	22
4.8 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	22
4.9 ECARTS D'ACQUISITION	23
4.10 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	23
4.10.1 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	23
4.10.2 DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	23
4.11 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	24
4.12 PROVISIONS	24
4.13 DETTES SUBORDONNÉES	24
4.14 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS	24
4.14.1 ACTIONS ORDINAIRES	24
4.14.2 TITRES SUPERSUBORDONNÉS À DURÉE INDÉTERMINÉE CLASSÉS EN CAPITAUX PROPRES	25

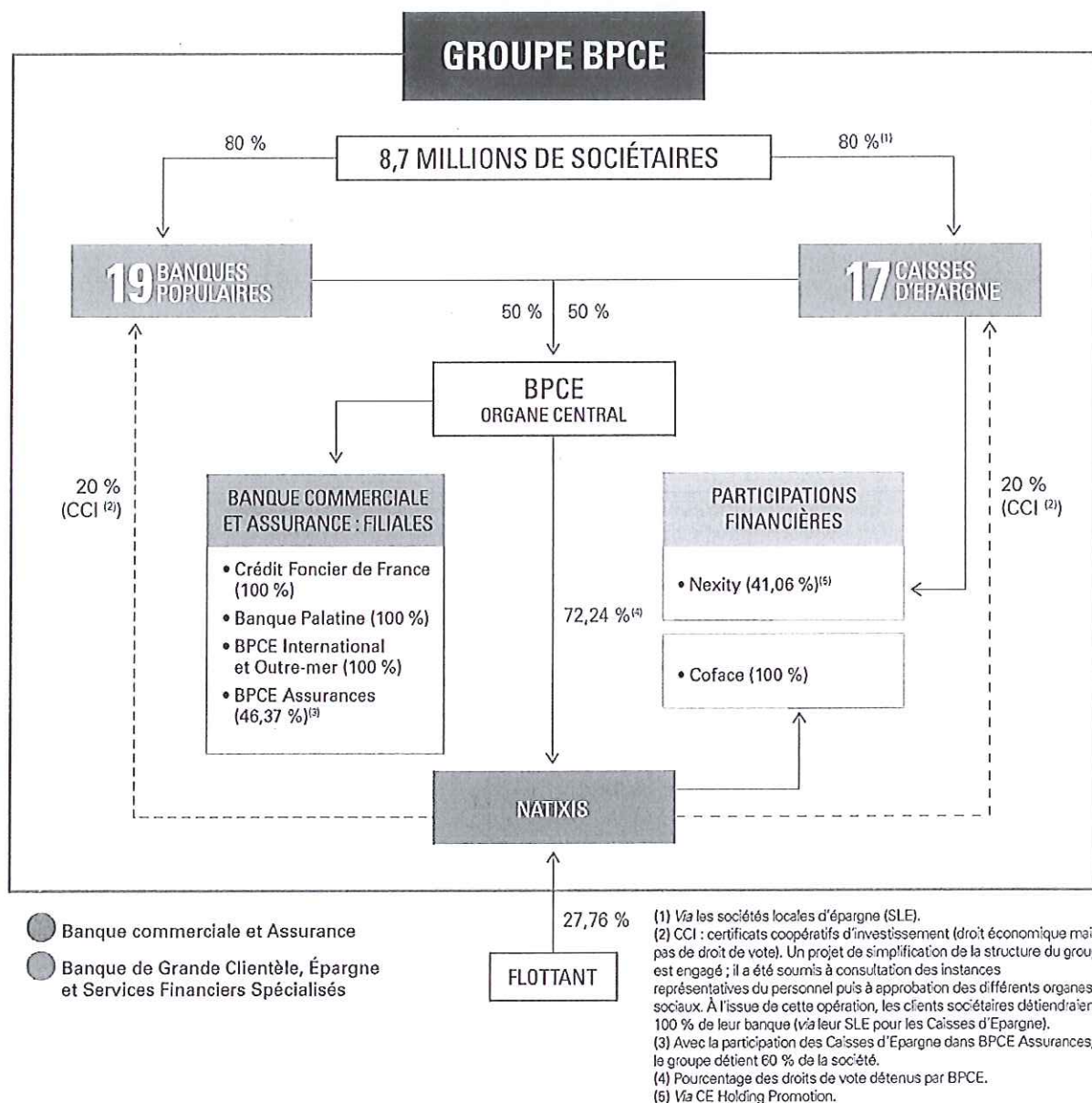
NOTE 5 – NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	25
5.1 INTÉRÊTS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS	26
5.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	26
5.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	26
5.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	26
5.5 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	26
5.6 CHARGES GÉNÉRALES D’EXPLOITATION	27
5.7 RISQUE DE CRÉDIT	27
5.7.1 COÛT DU RISQUE	27
5.7.2 DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT	27
5.8 QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	27
5.9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	28
5.9.1 COMPOSANTE DU POSTE « IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT »	28
5.9.2 RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D’IMPÔT COMPTABILISÉE ET LA CHARGE D’IMPÔT THÉORIQUE	28
NOTE 6 – ENGAGEMENTS	29
6.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	29
6.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE	29
6.3 ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	29
NOTE 7 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION	30

Note 1 – Cadre général

1.1 Le Groupe BPCE et la Banque Palatine

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 30 JUIN 2013



Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 19 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du Groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et de Prévoyance et les sociétés locales d'épargne.

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 80 % par leurs sociétaires et de 20 % par Natixis *via* les certificats coopératifs d'investissement (CCI).

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 80 % par les sociétés locales d'épargne (SLE) et de 20 % par Natixis *via* les CCI. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 17 Caisses d'Epargne et les 19 Banques Populaires.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, structure cotée détenue à 72,2 %, qui réunit la Banque de Grande Clientèle, l'Epargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque Commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International et Outre Mer) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

Banque Palatine

La Banque Palatine est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, filiale détenue à 100 % par l'organe central BPCE. Son siège social est situé au 42 rue d'Anjou - 75008 Paris (France).

Les activités de ses principales filiales et participations se répartissent autour de deux pôles :

- les activités de services financiers et de gestion d'actifs ;
- les activités d'assurance.

1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L.512-107 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450,0 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt de 450,0 millions d'euros effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts est de 170,0 millions d'euros au 30 juin 2013 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du Groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du Groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Le Directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 Faits caractéristiques

Le principal fait marquant survenu au cours du premier semestre 2013 impactant les comptes consolidés au 30 juin 2013 est une hausse sensible du coût du risque de Banque Palatine due à une dépréciation significative de 18,0 millions d'euros sur un dossier spécifique.

1.4 Evénements postérieurs à la clôture

Il n'est survenu depuis le 30 juin 2013 et jusqu'au 30 août 2013, date d'examen des comptes par le Conseil de Surveillance (comptes préalablement arrêtés par le Directoire le 30 juillet 2013), aucun événement susceptible d'avoir une incidence notable sur la situation financière ou sur le résultat du Groupe Palatine.

Note 2 – Normes comptables applicables et comparabilité

2.1 Cadre réglementaire

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe Palatine a établi ses comptes consolidés au titre du 1er semestre 2013 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture¹.

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2013 a été préparé conformément à la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012.

2.2 Référentiel

Les normes et les principes comptables sont identiques à ceux utilisés et décrits dans les états financiers au 31 décembre 2012. Ils ont par ailleurs été complétés par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, à l'exception de l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir : compensation d'actifs financiers et de passifs financiers ». Cet amendement demande de produire des informations en annexes relatives aux actifs et passifs financiers faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire. Ces informations doivent permettre de comprendre les effets des accords de compensation sur le bilan du groupe. Cet amendement donnera lieu à la publication d'informations complémentaires dans les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2013.

Parmi les nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2013, figurent notamment :

- o La **norme IFRS 13** intitulée « Évaluation de la juste valeur » adoptée par la Commission européenne le 11 décembre 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. IFRS 13 indique comment mesurer la juste valeur mais ne modifie pas les conditions d'application de la juste valeur. Cette norme est d'application prospective.

Les conséquences de cette norme pour le groupe portent essentiellement sur la prise en compte du risque de non-exécution dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debit Valuation Adjustment – DVA -).

Au 30 juin 2013, la prise en compte de la DVA n'a pas généré d'impact significatif pour le Groupe Palatine.

Par ailleurs, les précisions apportées par IFRS 13 ont conduit le groupe à faire évoluer les modalités d'évaluation de ses réfections pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA -) sur certains segments de contreparties.

Ces évolutions n'ont pas généré d'impact significatif pour le Groupe Palatine.

¹ Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

IFRS 13 requiert également la présentation d'informations supplémentaires dans les notes aux états financiers. Certaines de ces informations sont également requises lors des arrêtés intermédiaires (IAS 34.16A(j)), et sont présentées en note 2.3.

- o La **norme IAS 19** révisée « Avantages au personnel », applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 de façon rétrospective (au 1^{er} janvier 2012). Celle-ci modifie la méthode de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies générant ainsi un changement de méthode comptable avec les nouvelles dispositions suivantes :
 - comptabilisation de l'intégralité des écarts actuariels en autres éléments de résultat global non recyclables ;
 - comptabilisation des changements de régimes immédiatement en résultat ;
 - évaluation du rendement des actifs de couverture avec le même taux que celui utilisé pour l'actualisation du passif.

En date de première application (1^{er} janvier 2013), les effets de la première application d'IAS 19 révisée sont enregistrés :

- le stock d'écarts de revalorisation non comptabilisé au 1^{er} janvier 2012 par contrepartie d'autres éléments de résultat global,
 - le stock de coût des services passés non comptabilisé au 1^{er} janvier 2012 par contrepartie de réserves consolidées,
 - l'écart de norme sur le résultat 2012 (en contrepartie des réserves consolidées), composé des 3 éléments suivants :
 - ✓ étalement d'écart actuariel comptabilisé en IAS 19 sur 2012,
 - ✓ étalement de changement de régime comptabilisé en IAS 19 sur 2012,
 - ✓ écart de taux sur le rendement des actifs comptabilisé sur 2012.
 - la variation de provision par « autres éléments de résultat global » selon IAS 19 révisé pour 2012 qui correspondent aux écarts de réévaluation générés en 2012.
- o L'amendement à la **norme IAS 1** « Présentation des états financiers » vise à compléter l'information financière sur l'état du « Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres devront être présentés de façon à faire apparaître de façon distincte les éléments qui pourraient faire l'objet d'un recyclage en résultat net de ceux qui ne seront jamais recyclés en résultat net.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire en 2013 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

2.3 Première application de la norme IAS19 révisée

La présente note récapitule les impacts de la première application de la norme IAS 19 révisée sur les états financiers de l'exercice 2012 et du premier semestre 2012.

en millions d'euros	31 décembre 2012	Impacts au 01 janvier 2012	Impacts sur l'exercice 2012	31 décembre 2012 retraité
Caisse, banques centrales	455,6			455,6
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	51,4			51,4
Instruments dérivés de couverture	19,4			19,4
Actifs financiers disponibles à la vente	584,5			584,5
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 744,4			4 744,4
Prêts et créances sur la clientèle	7 023,1			7 023,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	132,4			132,4
Actifs d'impôts courants	6,0			6,0
Actifs d'impôts différés	21,2			21,2
Comptes de régularisation et actifs divers	211,9			211,9
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4,6			4,6
Immobilisations corporelles	26,6			26,6
Immobilisations incorporelles	21,0			21,0
Ecarts d'acquisition	4,1			4,1
Total de l'actif	13 306,2	0,0	0,0	13 306,2

en millions d'euros	31 décembre 2012	Impacts au 01 janvier 2012	Impacts sur l'exercice 2012	31 décembre 2012 retraité
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	47,7			47,7
Instruments dérivés de couverture	83,6			83,6
Dettes envers les établissements de crédit	2 548,0			2 548,0
Dettes envers la clientèle	6 869,9			6 869,9
Dettes représentées par un titre	2 784,7			2 784,7
Passifs d'impôts différés	3,4	-0,4	0,4	3,4
Comptes de régularisation et passifs divers	113,6			113,6
Provisions	42,8	1,1	-1,2	42,7
Dettes subordonnées	40,5			40,5
Capitaux propres	772,0			772,0
Capitaux propres part du groupe	772,0			772,0
Capital et primes liées	595,5			595,5
Réserves consolidées	134,1			134,1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2,3	-0,7	0,8	2,4
Résultat de la période	40,1			40,1
Intérêts minoritaires	0,0			0,0
Total du passif	13 306,2	0,0	0,0	13 306,2

en millions d'euros	1er semestre 2012	Impacts sur le 1er semestre 2012	1er semestre 2012 retraité
Intérêts et produits assimilés	199,2		199,2
Intérêts et charges assimilés	-103,8		-103,8
Commissions (produits)	47,1		47,1
Commissions (charges)	-6,0		-6,0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2,3		2,3
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1,6		1,6
Produits des autres activités	2,5		2,5
Charges des autres activités	-0,8		-0,8
Produit net bancaire	142,2	0,0	142,2
Charges générales d'exploitation	-84,0		-84,0
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-5,3		-5,3
Résultat brut d'exploitation	52,9	0,0	52,9
Coût du risque	-13,3		-13,3
Résultat d'exploitation	39,6	0,0	39,6
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0,8		0,8
Résultat avant impôts	40,4	0,0	40,4
Impôts sur le résultat	-13,8		-13,8
Résultat net	26,6	0,0	26,6
Résultat net part du groupe	26,6		26,6
Intérêts minoritaires	0,0		0,0

en millions d'euros	1er semestre 2012	Impacts sur le 1er semestre 2012	1er semestre 2012 retraité
Résultat net	26,6		26,6
Ecarts de revalorisation sur régimes à prestations définies	0,0	1,2	1,2
Effets d'impôts des écarts de revalorisation sur régimes à prestations définies	0,0	-0,4	-0,4
Éléments non recyclables en résultat	0,0	0,8	0,8
Ecarts de conversion	-0,1		-0,1
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-17,1		-17,1
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>	-17,1		-17,1
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture	-1,8		-1,8
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>	-1,8		-1,8
Effets d'impôts	6,7		6,7
Éléments recyclables en résultat	-12,3	0,0	-12,3
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)	14,3	0,8	-12,3
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	14,3	0,8	15,1
Part du groupe	14,3	0,8	15,1
Intérêts minoritaires	0,0		0,0

2.4 Recours à des estimations

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations, utilisant les informations disponibles à la date de clôture, font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2013, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- o la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation ;
- o le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations des actifs financiers disponibles à la vente, ainsi que les dépréciations sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles ;
- o les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne logement ;
- o les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs ;
- o les impôts différés ;
- o les tests de dépréciations des écarts d'acquisition.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA - Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment). Leur évaluation se fonde sur des paramètres historiques.

Au 30 juin 2013, les montants de CVA et de DVA n'ont pas d'impact significatif pour le Groupe Palatine.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2) ne font pas l'objet de calcul de CVA, ni de DVA.

Juste valeur en date de comptabilisation initiale

Pour la majorité des transactions conclues, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale.

H hiérarchie de la juste valeur

- o **Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif**

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

- **Juste valeur de niveau 2**

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« juste valeur de niveau 2 »).

Les valorisations de « niveau 2 » s'appuient sur des paramètres observables et sur des modèles reconnus comme des standards de place (méthode d'actualisation des cash flows futurs, technique d'interpolation...).

- **Juste valeur de niveau 3**

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 4.4.3.

Cas particuliers : juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés avec précaution.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

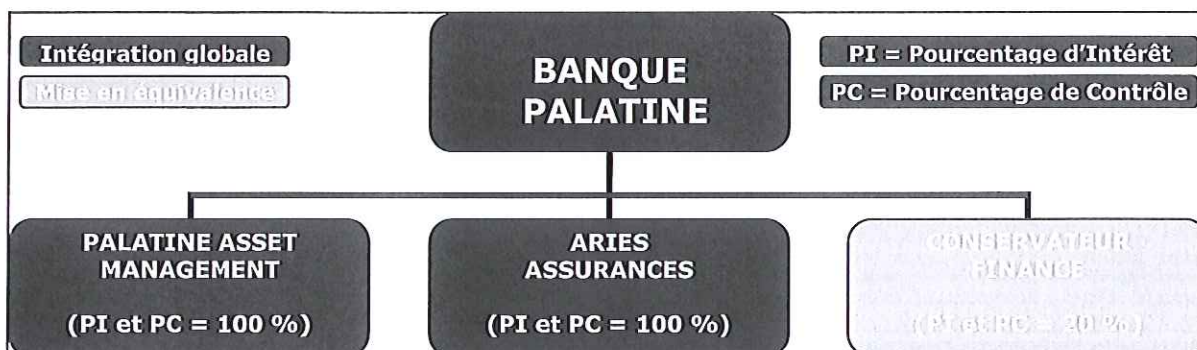
Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, des hypothèses simplificatrices ont été retenues pour l'évaluation de la juste valeur de ces instruments.

2.5 Présentation des états financiers consolidés et date de clôture

Entité consolidante

L'entité consolidante du Groupe Palatine est la Banque Palatine. Le Groupe comprend :



Présentation des états financiers consolidés semestriels

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation no 2009 R 04 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité.

Date de la situation intermédiaire

Les comptes consolidés résumés sont établis à partir des comptes au 30 juin 2013 des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe Palatine. Les états financiers consolidés du Groupe ont été arrêtés par le Directoire le 30 juillet 2013 et examinés par le conseil de surveillance du 30 août 2013.

Note 3 – Informations sectorielles

Le Groupe Palatine est, conformément aux normes définies par le Groupe BPCE, présentée selon les 3 pôles suivants :

- la banque de proximité ;
- la gestion d'actifs ;
- les autres activités.

Le pôle « Banque de proximité » recouvre l'ensemble des activités de l'entité « Banque Palatine ».

Le pôle « Gestion d'actifs » englobe l'ensemble des activités de la filiale de gestion d'actifs « Palatine Asset Management ».

A ces deux pôles, il convient d'ajouter les « Autres activités » regroupant l'activité d'assurance de la filiale « Aries Assurances », ainsi que les quotes-parts de résultats des sociétés mises en équivalence (Conservateur Finance).

L'analyse géographique des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités, le produit net bancaire du Groupe Palatine étant intégralement réalisé en France.

(en millions d'euros)	Banque de Proximité		Gestion d'actifs		Autres activités		Total Groupe	
	1er semestre 2013	1er semestre 2012	1er semestre 2013	1er semestre 2012	1er semestre 2013	1er semestre 2012	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Intérêts et produits assimilés	177,2	199,2					177,2	199,2
Intérêts et charges assimilés	-70,0	-103,8					-70,0	-103,8
Autres produits et charges	33,5	35,5	10,5	11,1	0,4	0,2	44,4	46,8
Frais de Gestion	-82,8	-83,7	-4,3	-5,5	-0,1	-0,1	-87,2	-89,3
Résultat brut d'exploitation	57,9	47,2	6,2	5,6	0,3	0,1	64,4	52,9
Coût du risque	-40,3	-13,3					-40,3	-13,3
Résultat des sociétés MEE					0,1	0,8	0,1	0,8
Résultat courant avant impôts	17,6	33,9	6,2	5,6	0,4	0,9	24,2	40,4
Impôt sur les bénéfices	-6,0	-11,8	-2,1	-1,9	-0,1	-0,1	-8,2	-13,8
Intérêts minoritaires							0,0	0,0
RESULTAT NET (Part du groupe)	11,6	22,1	4,1	3,7	0,3	0,8	16,0	26,6
Total ACTIF	13 593,0	12 809,1	13,3	13,0	3,7	13,0	13 610,0	12 835,1

Note 4 – Notes relatives au bilan

4.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

4.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
	Transaction	Transaction
Dérivés de transaction	40,0	51,4
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	40,0	51,4

4.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Dérivés de transaction	36,1	47,7
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	36,1	47,7

4.1.3 Instruments dérivés de transaction

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013			31 décembre 2012		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	2 181,2	20,3	16,5	2 292,5	33,1	29,4
Instruments de change	1 563,2	0,0	0,0	1 272,1	0,0	0,0
Opérations fermes	3 744,4	20,3	16,5	3 564,6	33,1	29,4
Instruments de taux	1 495,5	5,1	5,1	1 261,8	4,0	4,0
Instruments de change	980,2	14,5	14,5	712,4	14,3	14,3
Opérations conditionnelles	2 475,7	19,7	19,6	1 974,2	18,3	18,3
Total des instruments dérivés de transaction	6 220,1	40,0	36,1	5 538,8	51,4	47,7

4.2 Instruments dérivés de couverture

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013			31 décembre 2012		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	2 855,9	15,4	60,0	3 712,0	19,2	83,3
Opérations fermes	2 855,9	15,4	60,0	3 712,0	19,2	83,3
Couverture de juste valeur	2 855,9	15,4	60,0	3 712,0	19,2	83,3
Instruments de taux	817,4	0,4	0,1	394,4	0,2	0,3
Opérations fermes	817,4	0,4	0,1	394,4	0,2	0,3
Couverture de flux de trésorerie	817,4	0,4	0,1	394,4	0,2	0,3
Total des instruments dérivés de couverture	3 673,3	15,8	60,1	4 106,4	19,4	83,6

4.3 Actifs financiers disponibles à la vente

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Obligations et autres titres à revenu fixe	474,5	555,9
Titres à revenu fixe	474,5	555,9
Actions et autres titres à revenu variable	21,4	28,6
Prêts à la clientèle	0,1	0,1
Prêts	0,1	0,1
Créances douteuses	0,2	0,2
Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	496,1	584,8
Dépréciation des créances douteuses	-0,2	-0,2
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	-0,1	-0,1
Total des actifs financiers disponibles à la vente	495,8	584,5
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt)	6,0	7,0

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le Groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constitue des indices de perte de valeur.

4.4 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

4.4.1 Analyse de la hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

en millions d'euros	30 juin 2013				31 décembre 2012			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments dérivés	40,0	0,0	0,0	40,0	51,4	0,0	0,0	51,4
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	40,0	0,0	0,0	40,0	51,4	0,0	0,0	51,4
Instruments dérivés de couverture	15,8	0,0	0,0	15,8	19,4	0,0	0,0	19,4
Titres	493,0	0,0	2,7	495,7	578,4	0,0	6,0	584,4
Autres actifs financiers	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Actifs financiers disponibles à la vente	493,1	0,0	2,7	495,8	578,5	0,0	6,0	584,5
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments dérivés	36,1	0,0	0,0	36,1	47,7	0,0	0,0	47,7
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	36,1	0,0	0,0	36,1	47,7	0,0	0,0	47,7
Instruments dérivés de couverture	60,1	0,0	0,0	60,1	83,6	0,0	0,0	83,6

Au 30 juin 2013, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables correspondent aux titres de participation non consolidés.

4.4.2 Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

en millions d'euros	31 décembre 2012	Transactions de la période		30 juin 2013
		Ventes /	Remboursements	
Titres de participation	6,0	-3,3		2,7
Actifs financiers disponibles à la vente	6,0	-3,3		2,7

4.4.3 Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur

Aucun transfert entre niveaux de hiérarchie de juste valeur n'est intervenu au cours du premier semestre 2013.

4.5 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

en millions d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012
Effets publics et valeurs assimilées	130,5	132,4
Montant brut des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	130,5	132,4
Dépréciation	0,0	0,0
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	130,5	132,4

L'évaluation au coût amorti (valeur comptable) des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance s'élève à 130,5 millions d'euros au 30 juin 2013 (132,4 millions d'euros au 31 décembre 2012).

4.6 Reclassements d'actifs financiers

En application des amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers », le Groupe a procédé au reclassement de certains actifs financiers au cours de l'exercice 2009. Aucun reclassement n'a été effectué au cours des exercices 2010 à 2012, ni au cours du 1^{er} semestre 2013.

Portefeuille d'actifs financiers reclassés

<i>en millions d'euros</i>	Valeur nette comptable à la date du reclassement	Valeur nette comptable au 31 décembre 2012	Valeur nette comptable au 30 juin 2013	Juste valeur au 31 décembre 2012	Juste valeur au 30 juin 2013
Actifs reclassés en 2009					
Actifs financiers disponibles à la vente reclassés en prêts et créances	22,8	23,1	19,3	29,9	30,0
Total des titres reclassés en 2009	22,8	23,1	19,3	29,9	30,0
Actifs reclassés de 2010 à 2013					
Total des titres reclassés de 2010 à 2013	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des titres reclassés	22,8	23,1	19,3	29,9	30,0

Résultats afférents aux actifs financiers reclassés et résultats qui auraient été comptabilisés

Résultat du 1^{er} semestre 2013 relatif aux actifs financiers reclassés :

<i>en millions d'euros</i>	Produit net bancaire	Coût du risque	Total (avant impôts)
Actifs financiers disponibles à la vente reclassés en prêts et créances	0,1		0,1
Total	0,1	0,0	0,1

Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur les actifs financiers transférés s'élèvent à une charge de 2,7 millions d'euros au 30 juin 2013.

Variation de juste valeur qui aurait été comptabilisée si les titres n'avaient pas été reclassés :

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Variation de juste valeur qui aurait été enregistrée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :		
Actifs financiers disponibles à la vente reclassés en prêts et créances	-0,7	0,2
Total	-0,7	0,2

4.7 Prêts et créances

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le Groupe est classée dans cette catégorie.

4.7.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Prêts et créances sains	5 618,8	4 744,3
Prêts et créances sains nets	5 618,8	4 744,3
Prêts et créances douteux	0,1	0,1
Prêts et créances douteux nets	0,1	0,1
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	5 618,9	4 744,4

L'évaluation au coût amorti (valeur comptable) des prêts et créances sur les établissements de crédit s'élève à 5.618,9 millions d'euros au 30 juin 2013 (4.744,4 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Décomposition des prêts et créances sains sur les établissements de crédit

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Comptes ordinaires débiteurs	42,4	46,8
Comptes et prêts	5 570,1	4 691,5
Prêts subordonnés et prêts participatifs	2,6	2,5
Titres assimilés à des prêts et créances	3,7	3,5
Total des prêts et créances sains sur les établissements de crédit	5 618,8	4 744,3

Les fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations, compris dans la ligne « Comptes ordinaires débiteurs », s'élèvent à 239,6 millions d'euros au 30 juin 2013 (208,6 millions d'euros au 31 décembre 2012).

4.7.2 Prêts et créances sur la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Prêts et créances sains	6 776,8	6 734,3
Dépréciations sur base de portefeuilles	-16,1	-16,4
Prêts et créances sains nets	6 760,7	6 717,9
Prêts et créances douteux	455,7	425,4
Titres assimilés à des prêts et créances douteux	4,0	66,2
Dépréciations individuelles	-215,5	-186,4
Prêts et créances douteux nets	244,2	305,2
Total des prêts et créances sur la clientèle	7 004,9	7 023,1

Décomposition des prêts et créances sains sur la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Comptes ordinaires débiteurs	415,0	378,5
Crédits de trésorerie	1 349,5	1 362,9
Crédits à l'équipement	1 428,0	1 368,1
Crédits au logement	1 682,9	1 701,4
Crédits à l'exportation	106,3	90,0
Autres crédits	1 722,3	1 741,9
Prêts subordonnés	2,6	1,0
Autres concours à la clientèle	6 291,6	6 265,3
Titres assimilés à des prêts et créances	70,2	90,5
Total des prêts et créances sains sur la clientèle	6 776,8	6 734,3

Les « Titres assimilés à des prêts et créances douteux » bénéficiant d'une garantie totale de remboursement de la part du groupe BPCE (pour une valeur nominale de 61,0 millions d'euros) ont été intégralement remboursés au cours du premier semestre 2013.

Le taux de dépréciation des prêts et créances douteux (hors titres assimilés) s'élève à 46,9 % au 30 juin 2013 (43,8 % au 31 décembre 2012).

L'évaluation au coût amorti (valeur comptable) des prêts et créances sur la clientèle s'élève à 7.004,9 millions d'euros au 30 juin 2013 (7.023,1 millions d'euros au 31 décembre 2012).

4.8 Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les participations du Groupe mises en équivalence concernent les sociétés suivantes :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Sociétés financières		
Conservateur Finance	4,4	4,6
Total des participations dans les entreprises mises en équivalence	4,4	4,6

4.9 Ecarts d'acquisition

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Valeur brute à l'ouverture	4,1	4,1
Valeur brute à la clôture	4,1	4,1
Cumul des pertes de valeur à la clôture	0,0	0,0
Valeur nette à la clôture	4,1	4,1

<i>en millions d'euros</i>	Valeur nette comptable	
	30 juin 2013	31 décembre 2012
Aries Assurances	4,1	4,1
Total des écarts d'acquisition	4,1	4,1

Cet écart d'acquisition a, conformément à la réglementation, fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2012 fondé sur l'appréciation de la valeur d'utilité d'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle il est rattaché. En l'absence d'identification d'indices de pertes de valeur au 1^{er} semestre 2013, ce test n'a pas été réitéré.

4.10 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

4.10.1 Dettes envers les établissements de crédit

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Comptes à vue	373,1	263,1
Dettes rattachées	0,3	0,1
Dettes à vue envers les établissements de crédit	373,4	263,2
Emprunts et comptes à terme	1 329,5	1 642,6
Opérations de pension	116,4	633,1
Dettes rattachées	6,1	9,1
Dettes à terme envers les établissements de crédit	1 452,0	2 284,8
Total des dettes envers les établissements de crédit	1 825,4	2 548,0

L'évaluation au coût amorti (valeur comptable) des dettes envers les établissements de crédit s'élève à 1.825,4 millions d'euros au 30 juin 2013 (2.548,0 millions d'euros au 31 décembre 2012).

4.10.2 Dettes envers la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Comptes ordinaires créditeurs	4 968,2	3 794,2
Livret A	152,3	139,7
Livret Jeune	0,7	0,7
Livret B	449,8	482,8
PEL	251,9	247,2
CEL	19,6	20,2
Livret de développement durable	88,7	82,4
PEP	1,4	1,4
Autres	23,8	25,7
Dettes rattachées	9,2	0,0
Comptes d'épargne à régime spécial	997,4	1 000,1
Comptes et emprunts à vue	8,6	8,4
Comptes et emprunts à terme	1 788,5	2 059,5
Dettes rattachées	5,3	7,7
Autres comptes de la clientèle	1 802,4	2 075,6
Total des dettes envers la clientèle	7 768,0	6 869,9

L'évaluation au coût amorti (valeur comptable) des dettes envers la clientèle s'élève à 7.768,0 millions d'euros au 30 juin 2013 (6.869,9 millions d'euros au 31 décembre 2012).

4.11 Dettes représentées par un titre

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Bons de caisse et Bons d'Epargne	0,3	0,3
Titres du marché interbancaire, titres de créances négociables et certificats de dépôts	2 827,0	2 729,0
Emprunts obligataires	50,1	50,1
Total	2 877,4	2 779,4
Dettes rattachées	4,9	5,3
Total des dettes représentées par un titre	2 882,3	2 784,7

L'évaluation au coût amorti (valeur comptable) des dettes représentées par un titre s'élève à 2.882,3 millions d'euros au 30 juin 2013 (2.784,7 millions d'euros au 31 décembre 2012).

4.12 Provisions

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2012	Dotations	Reprises	Impact IAS 19R	30 juin 2013
Provisions pour engagements sociaux	14,8	0,1	-0,1	-0,1	14,7
Provisions pour activité d'épargne-logement	7,4	0,1	0,0	0,0	7,5
Provisions pour engagements hors bilan	15,5	7,5	-3,8	0,0	19,2
Provisions pour litiges	1,7	0,2	-0,2	0,0	1,7
Autres provisions	3,4	0,1	-1,0	0,0	2,5
Autres provisions	28,0	7,9	-5,0	0,0	30,9
Total des provisions	42,8	8,0	-5,1	-0,1	45,6

4.13 Dettes subordonnées

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Dettes subordonnées à durée déterminée	40,0	40,0
Total	40,0	40,0
Dettes rattachées	0,2	0,5
Total des dettes subordonnées	40,2	40,5

L'évaluation au coût amorti (valeur comptable) des dettes subordonnées s'élève à 40,2 millions d'euros au 30 juin 2013 (40,5 millions d'euros au 31 décembre 2012).

4.14 Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

4.14.1 Actions ordinaires

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013			31 décembre 2012		
	Nombre d'actions	Nominal	Capital	Nombre d'actions	Nominal	Capital
Actions ordinaires Banque Palatine						
Valeur à l'ouverture	26 940 134	20	538,8	26 940 134	20	538,8
Valeur à la clôture	26 940 134	20	538,8	26 940 134	20	538,8

4.14.2 Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Entité émettrice	Date d'émission	Prix d'émission	Devise d'émission	Date d'option de remboursement ou de majoration d'intérêt	Taux d'intérêt	Majoration d'intérêts - en points de base- (1)	30 juin 2013 (en millions d'euros)
BPCE	28/12/2004	15,0	EUR	28/12/2014	Euribor 3M + 1,0%	1% supplémentaire	15,0
BPCE	20/12/2005	65,0	EUR	20/12/2015	Euribor 3M + 0,92%	1% supplémentaire	65,0
Total des dettes super subordonnées à durée indéterminée							80,0

(1) au-dessus de l'Euribor 3 mois

Note 5 – Notes relatives au compte de résultat

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

en millions d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	112,5	-30,6	81,9	123,4	-33,5	89,9
- Opérations avec la clientèle (hors régime spécial)	112,6	-21,2	91,4	122,5	-22,7	99,8
- Prêts et comptes à terme à régime spécial	-0,1	-9,4	-9,5	0,9	-10,8	-9,9
Prêts et créances avec les établissements de crédit	39,8	-11,0	28,8	45,1	-23,8	21,3
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	//////	-8,4	-8,4	//////	-26,8	-26,8
Instruments dérivés de couverture	7,8	-20,0	-12,2	11,5	-19,8	-8,3
Actifs financiers disponibles à la vente	12,4	0,0	12,4	15,1	0,0	15,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2,6	0,0	2,6	2,7	0,0	2,7
Actifs financiers dépréciés	2,1	0,0	2,1	1,5	0,0	1,5
Total des produits et charges d'intérêts	177,2	-70,0	107,2	199,2	-103,8	95,4

5.2 Produits et charges de commissions

en millions d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1
Opérations avec la clientèle	15,1	0,0	15,1	14,7	0,0	14,7
Prestation de services financiers	2,0	-3,1	-1,1	2,0	-1,7	0,3
Vente de produits d'assurance vie	5,7	//////	5,7	5,9	//////	5,9
Moyens de paiement	4,6	-2,5	2,1	4,8	-2,9	1,9
Opérations sur titres	0,6	-1,4	-0,8	0,8	-1,2	-0,4
Activités de fiducie	18,3	0,0	18,3	17,0	0,0	17,0
Opérations sur instruments financiers à terme et de hors-bilan	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Autres commissions	1,1	-0,1	1,0	1,6	-0,1	1,5
Total des commissions	47,5	-7,2	40,3	47,1	-6,0	41,1

5.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultats sur instruments dérivés de transaction	2,1	1,4
Résultats sur opérations de couverture	0,0	0,0
- Inefficacité de la couverture de juste valeur	0,0	0,0
* Variation de juste valeur de l'instrument de couverture	17,6	-46,3
* Variation de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	-17,6	46,3
Résultats sur opérations de change	1,9	0,9
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4,0	2,3

5.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultats de cession	0,4	1,5
Dividendes reçus	0,1	0,1
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	0,5	1,6

5.5 Produits et charges des autres activités

en millions d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Charges refacturées et produits rétrocédés	0,3	-0,5	-0,2	0,5	-0,5	0,0
Autres produits et charges divers d'exploitation	0,1	-0,3	-0,2	2,0	-0,3	1,7
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	0,4	-0,8	-0,4	2,5	-0,8	1,7
Total des produits et charges des autres activités	0,4	-0,8	-0,4	2,5	-0,8	1,7

5.6 Charges générales d'exploitation

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Charges de personnel	-54,1	-54,0
Impôts et taxes	-3,6	-3,6
Services extérieurs	-24,4	-26,4
Autres frais administratifs	-28,0	-30,0
Total des charges générales d'exploitation	-82,1	-84,0

La décomposition des charges de personnel est présentée ci-dessous :

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Salaires et traitements	-32,5	-32,2
Charges des régimes à prestations et cotisations définies	-3,4	-3,9
Autres charges sociales et fiscales	-16,5	-15,8
Intéressement et participation	-1,7	-2,1
Total des charges de personnel	-54,1	-54,0

5.7 Risque de crédit

5.7.1 Coût du risque

<i>en millions d'euros</i>	Dotations	Reprises nettes (1)	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations sur créances amorties	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Prêts et créances interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-3,5
Prêts et créances avec la clientèle	-50,9	14,1	-0,5	0,6	-36,7	-10,1
Engagements par signature	-7,5	3,9	0,0	0,0	-3,6	0,3
Total du coût du risque	-58,4	18,0	-0,5	0,6	-40,3	-13,3

(1) correspondant aux reprises de dépréciations et de provisions nettes des pertes couvertes

5.7.2 Dépréciations et provisions pour risque de crédit

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2012	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	30 juin 2013
Actifs financiers disponibles à la vente	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Opérations avec la clientèle	202,7	50,9	-16,1	-5,9	231,6
Dépréciations déduites de l'actif	202,9	50,9	-16,1	-5,9	231,8
Provisions sur engagements par signature et sur garanties financières données	15,5	7,5	-3,9	0,0	19,2
Total des dépréciations et provisions pour risque de crédit	218,4	58,4	-20,0	-5,9	251,0

5.8 Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Sociétés financières		
Banque Michel Inchauspe	0,0	0,6
Conservateur Finance	0,1	0,2
Total de la quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	0,1	0,8

5.9 Impôts sur le résultat

5.9.1 Composante du poste « Impôts sur le résultat »

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Impôts courants	-7,3	-12,2
Impôts différés	-0,9	-1,6
Impôts sur le résultat	-8,2	-13,8

5.9.2 Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultat net (part du groupe)	16,0	26,6
Quote part de résultat des entreprises mises en équivalence	-0,1	-0,8
Impôts	8,2	13,8
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (A)	24,0	39,6
Taux d'imposition de droit commun français (B)	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôts théorique aux taux en vigueur en France (A*B)	8,3	13,6
Effet des différences permanentes	-0,2	-0,5
Majoration temporaire de l'impôt sur les sociétés	0,2	0,0
Impôts à taux réduit et activités exonérées	0,1	0,6
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	-0,1	0,1
Autres éléments	-0,1	0,0
Impôts sur le résultat	8,2	13,8
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)	34,1%	34,8%

Note 6 – Engagements

6.1 Engagements de financement

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Engagements de financement donnés en faveur	1 871,6	1 738,3
- des établissements de crédit	300,0	200,0
- de la clientèle	1 571,6	1 538,3
* Ouvertures de crédit confirmées	1 512,0	1 482,6
* Autres engagements	59,6	55,7
Engagements de financement reçus	1 285,8	1 215,6
- d'établissements de crédit	1 245,0	1 124,8
- de la clientèle	40,8	90,8

6.2 Engagements de garantie

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Engagements de garantie donnés d'ordre	2 540,1	2 470,8
- des établissements de crédit	1 439,3	1 426,5
- de la clientèle	1 100,8	1 044,3
Engagements de garantie reçus	5 015,9	5 024,2
- d'établissements de crédit	516,1	628,7
- de la clientèle	4 499,8	4 395,5

6.3 Actifs financiers donnés en garantie

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie de passifs ou de passifs éventuels, tels que les titres remis en pension livrée et les valeurs données en pension non livrée, enregistrés dans les différentes catégories comptables.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Instruments de dettes	120,2	658,4
Prêts et avances	1 316,5	1 008,4
Total des actifs financiers donnés en garantie	1 436,7	1 666,8

Au 30 juin 2013, les créances données en garantie relatifs aux dispositifs de refinancement correspondent aux créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP pour 1.316,5 millions d'euros (1.008,4 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Note 7 – Périmètre de consolidation

Aucune évolution de périmètre de consolidation depuis le 31 décembre 2012.

Filiales	30 juin 2013				
	Pays de constitution ou de résidence	Méthode de consolidation	Evolution du périmètre	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
PALATINE ASSET MANAGEMENT	France	Intégration globale	-	100,0%	100,0%
ARIES ASSURANCES	France	Intégration globale	-	100,0%	100,0%
CONSERVATEUR FINANCE	France	Mise en équivalence	-	20,0%	20,0%

Document accessible au public

Le présent document peut également être consulté sur les sites internet :

- de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org,

- sur le site Banque Palatine : www.palatine.fr,

Rubrique nous connaître, informations financières, information réglementée périodique,
rapports financiers

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de
Banque Palatine : 42, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

Contacts

Thierry Zaragoza - Membre du Directoire en charge du Pôle Finances

Téléphone : 01.55.27.95.50

t.zaragoza@palatine.fr

Katia Gely - Directeur de la Communication

Téléphone : 01.55.27.95.15

k.gely@palatine.fr